

EN LUTTE



LES CANTINES EN GRÈVE

Les cantines des écoles de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique) entament, ce lundi, leur deuxième semaine de grève. Les responsables d'office et les aides cantine exigent la même prime de 85 à 100 euros que leurs collègues cuisiniers de la logistique.

LES AGENTS COMMUNAUX MOBILISÉS

Les agents de la communauté de pays de la vallée de l'Ubaye (Alpes-de-Haute-Provence) ont déposé un préavis de grève pour ce mercredi. La CFDT assure avoir alerté « à plusieurs reprises sur les risques psychosociaux qui pèsent sur les agents ».

DÉCOLLAGE CHEZ DASSAULT

Ce week-end, la grève des salariés de Dassault Falcon Service au Bourget (Seine-Saint-Denis) s'est renforcée, assure la CGT. Leurs revendications portent toujours sur 300 euros d'augmentation pour tous, une prime exceptionnelle et le paiement des jours de grève.

« Travailler revient toujours à désobéir »



Selon les auteurs, les personnels hospitaliers « se plaignent de passer du temps à remplir des tableaux Excel qui sont nécessaires aux gestionnaires mais empiètent sur l'activité de soin ».

NICOLAS TUCAT/AFP

ENTRETIEN

ÉMANCIPATION En cette période de hausse des démissions et de désaffection des métiers mal rémunérés, **Coralie Perez et Thomas Coutrot** interrogent le sens du travail.

A lors que la question du travail est revenue sur le devant de la scène politique avec les récentes déclarations de Fabien Roussel ou encore de François Ruffin, l'économiste Thomas Coutrot et la socio-économiste Coralie Perez, qui viennent de publier *Redonner du sens au travail. Une aspiration révolutionnaire* (Seuil), rappellent que le travail est avant tout une action de transformation du monde, de la société et de soi-même. Ce qui lui donne tout son sens.

Pourquoi les débats sur le travail et son sens émergent-ils à nouveau maintenant ?

Coralie Perez Il y a un effet conjoncturel lié à la crise du Covid. Nous avons tous été interpellés par la situation des métiers

essentiels et leur peu de reconnaissance. Avec les confinements, ce temps imposé de réflexivité sur nos activités a aussi fait émerger des interrogations qui se traduisent en partie aujourd'hui par une vague de démissions et des problèmes d'attractivité des métiers très liés aux conditions de travail. Une étude du Cereq (Centre d'études et de recherches sur les qualifications) montre d'ailleurs qu'en interrogeant les personnes sur ce qui compte davantage à leurs yeux depuis la pandémie, elles citent en premier lieu la conciliation de la vie professionnelle et vie personnelle et, ensuite, les conditions de travail. Il y a vraiment eu une prise de conscience de ce qui n'était plus acceptable. Le débat social met aujourd'hui la question du travail au centre : qu'est-ce qu'on produit et comment on le produit ? Quel est l'impact sur l'environnement ? Est-ce utile à la société ? En travaillant dans les années 2010 sur les motifs pour lesquels les salariés quittaient

**Mercredi 12 octobre**

Procès de TotalEnergies – accusé par les Amis de la Terre et Survie sur ses projets en Ouganda – au tribunal judiciaire de Paris.

Jeudi 13 octobre À 14 heures, mobilisation des salariés d'Itinova pour des hausses de salaires, devant le siège à Villeurbanne.

Vendredi 14 octobre L'Intersyndicale nationale autonome représentative

des internes de médecine générale (Isnar-IMG) appelle les étudiants à manifester contre l'ajout d'une 4^e année à l'internat de médecine générale.

Dimanche 16 octobre Une grande marche est prévue, à Paris, contre

la vie chère et l'inaction climatique, à l'appel d'organisations de gauche.

Lundi 17 octobre FO organise une « semaine d'actions fortes » pour des hausses de salaire dans le secteur des transports.

leur emploi, nous voyions déjà émerger ces préoccupations : la plupart faisaient part de leur désespoir face à des restructurations permanentes qui les rendaient malades, pas seulement en termes de surcharge mais aussi parce qu'elles vidaient leur travail de son sens.

Thomas Coutrot La dimension écologique prend également une place croissante dans ces réflexions. Pour la première fois dans l'enquête « Conditions de travail » de la Dares (direction statistique du ministère du Travail) en 2019, cette question a été posée : « Pensez-vous que votre travail a des conséquences négatives sur l'environnement ? » 7 % des salariés ont répondu « oui » ou « souvent ». Chez les ouvriers, c'est 11 %. Cela est lié au fait qu'ils réalisent souvent, comme les agriculteurs, un travail en contact avec la matière et les produits chimiques. Ce qui peut créer un conflit éthique.

Quelles sont les différentes dimensions du sens du travail ?

Thomas Coutrot Nous en distinguons trois, qui correspondent aux trois aspects du rôle transformateur du travail. L'utilité sociale, c'est-à-dire ce que l'on peut transformer dans le monde réel. La cohérence éthique, ce que l'on peut respecter ou changer dans les règles du vivre-ensemble. En travaillant, on produit et on reproduit des normes sociales. Quand on viole ces normes éthiques et professionnelles, il y a un sentiment de malaise. Enfin, la transformation de soi-même. Comment le travail nous permet de nous développer, d'apprendre des choses nouvelles, d'accroître notre sensibilité et notre intelligence. Ces trois dimensions sont inégalement réparties entre les métiers et inégalement attaquées selon les modes d'organisation, ce qui fait la complexité du sujet. Si les infirmières partent de l'hôpital, c'est justement parce qu'elles se plaignent d'une perte de sens. Non pas dans la dimension d'utilité sociale mais dans la cohérence éthique. Elles se retrouvent à maltraiter les patients, à les trier, à les laisser attendre des heures... C'est insoutenable pour leur conscience.

Pourquoi ce sujet est-il longtemps resté un angle mort des recherches en sciences sociales ?

Coralie Perez Ça tient à la manière dont est envisagé le travail. Pour les économistes classiques, c'est un effort auquel on consent pour pouvoir consommer et qui n'a pas d'intérêt en soi. Du côté des sociologues, la notion de sens du travail est souvent considérée comme une ruse managériale pour extorquer aux employés davantage d'engagement et pour mobiliser leur subjectivité. Mais les salariés pourraient aussi s'en servir pour revendiquer de bien faire leur travail. Pour les représentants du personnel, il s'agit d'un levier potentiel de mobilisation sociale.

Pourtant, vous soulignez que les organisations syndicales ont tardé à s'emparer de ces questions.

Thomas Coutrot L'exigence de redonner du sens au travail est présente dans le discours de la CGT depuis quelques années. La FSU et Solidaires mènent des enquêtes sur le travail réel. La CFDT a fait beaucoup d'enquêtes sur les conditions de travail. Les responsables syndicaux ont compris que dans une situation où il devenait plus compliqué de gagner sur les enjeux d'emplois et de salaires, il y avait des gains possibles à court terme sur cette question. Mais

cela n'imprègne pas encore massivement les équipes syndicales. Ces démarches restent expérimentales, menées par des militants un peu marginaux au sein de leurs organisations. Pourtant, ils obtiennent des résultats. Là où ils arrivent à mener des « enquêtes actions » en collaboration avec des chercheurs (ce fut le cas chez Renault par exemple – NDLR), l'activité syndicale est revalorisée et de nouvelles personnes adhèrent. Cette fécondation réciproque entre recherche et syndicalisme est un phénomène intéressant qui se développe depuis une quinzaine d'années à partir des travaux du psychiatre Christophe Dejours sur la souffrance au travail ou encore ceux d'Yves Clot, psychologue du travail, sur le travail empêché.



CORALIE PEREZ
Socio-économiste



THOMAS COUTROT
Économiste

Vous écrivez que « le travail vivant a été écrasé par le travail mort ». Comment a-t-il été anéanti ?

Thomas Coutrot On prend dans le livre l'exemple des préparateurs de commandes en entrepôt. Le sociologue du travail David Gaborieau a réalisé une étude très fine sur les ouvriers de la logistique. Il montre comment ils acquièrent une certaine maîtrise de leur travail à travers ce qu'ils appellent la construction « d'une belle palette », qui leur permet de démontrer leur virtuosité et d'en tirer une certaine fierté. Même si leur quotidien est extrêmement pénible, l'observation sociologique montre qu'il y a malgré tout une possibilité de trouver du sens. Mais depuis l'instauration de la commande vocale, c'est désormais un algorithme qui définit dans quel ordre doivent être pris les colis. Les ouvriers

doivent suivre à la lettre les ordres de l'ordinateur et deviennent de simples exécutants. C'est là qu'on dit que le travail vivant est écrasé par le travail mort. Le travail mort au sens de Karl Marx où les machines (ici les logiciels) anéantissent l'inventivité.

Le management par le chiffre n'a-t-il pas aussi une responsabilité majeure ?

Coralie Perez Il joue un rôle tout à fait important. Cette tendance est montée en puissance dans les années 1980-1990 avec les mouvements de fusion-acquisition. Assigner aux travailleurs des objectifs chiffrés, et a fortiori sans les associer à la définition de ces objectifs, conduit à y trouver moins de sens. Ce management est intimement lié à la gouvernance actionnariale des entreprises. Avec la concentration des centres de décision, les lieux de travail sont éloignés de ceux du pouvoir. Pour assurer le contrôle, les têtes de réseau imposent des « process » et des « reportings » qui prennent une place conséquente dans le travail. Pas seulement dans le privé mais

« Chaque fois qu'il y a un imprévu, la travailleuse ou le travailleur doit inventer. »

THOMAS COUTROT

aussi dans les entreprises publiques. À l'hôpital, les personnels se plaignent de passer du temps à remplir des tableaux Excel qui sont nécessaires aux gestionnaires mais empiètent sur l'activité de soin. Ces techniques de management compriment et mutilent le travail.

Thomas Coutrot C'est très lié à la financiarisation. Pour les aides à domicile, les financeurs, notamment les départements, exigent aussi un reporting pour pouvoir calculer leur activité et les budgets afférents.

Faut-il transgresser les règles pour retrouver du sens ?

Thomas Coutrot Ce que montre l'ergonomie, c'est que, d'une certaine façon, travailler est toujours désobéir. La prescription du travail (les consignes) est nécessaire mais elle ne prévoit jamais tout. Chaque fois qu'il y a un imprévu, la travailleuse ou le travailleur doit inventer. C'est dans cette désobéissance qu'on développe son habileté, son expérience et que l'on peut se réaliser soi-même. Ce travail réel est au cœur du travail. Cette liberté que le management essaie de limiter est un enjeu de lutte des classes.

Vous évoquez plusieurs pistes pour « démocratiser le travail ».

De quoi s'agit-il ?

Coralie Perez L'idée est de donner du pouvoir d'agir aux salariés. Une des pistes qui pourrait être mise en place est la réduction du temps de travail subordonné. Les représentants du personnel auraient le droit d'organiser, sur un temps dédié, payé par l'entreprise mais hors supervision hiérarchique, un échange avec les salariés pour savoir ce qui fait obstacle à un travail de qualité, ce qui met en danger la santé ou l'environnement. Avec, ensuite, la formulation de préconisations que les directions seraient idéalement obligées de prendre en compte. Une autre piste serait d'inviter les usagers à débattre et à influencer sur ce qui est produit sur un territoire. Dans ce cadre, les sociétés coopératives d'intérêt collectif (Scic) nous semblent être intéressantes.

Thomas Coutrot Il y a eu une très forte croissance des Scic ces dix dernières années, dans les activités de conseil, le commerce, les services de proximité et sociaux... Même si le mouvement reste minoritaire, c'est très prometteur car cela permet d'associer les salariés aux destinataires du travail (clients, usagers, fournisseurs...), avec éventuellement les collectivités locales, et de décider ensemble pourquoi on travaille. Cette gouvernance partagée, ça donne vraiment du sens. Cela pourrait inspirer des organisations beaucoup plus grandes comme les services publics. Pourquoi ne pas organiser sous cette forme la SNCF ou l'éducation nationale ? Avec des conseils d'administration où siègent les pouvoirs publics, mais aussi les travailleurs, les usagers, les associations environnementales...

Vous pointez en revanche du doigt la RSE (responsabilité sociétale des entreprises) ou encore les limites des entreprises « libérées ».

Thomas Coutrot La RSE est une pure démarche de communication. Les mesures d'impact sur la société ou la nature sont faites par les entreprises elles-mêmes, puis certifiées par des cabinets qui ne sont pas indépendants. Tout cela n'a pas beaucoup de valeur, ni d'objectivité. Pour l'entreprise libérée, on voit que dans certaines PME où il y a un patron progressiste et humaniste, il est possible de transformer l'organisation du travail de manière substantielle, sachant que le résultat est toujours approprié par les actionnaires. Mais ça reste marginal, ce n'est pas une piste crédible de transformation globale. Toutes ces initiatives peuvent nourrir une réflexion et une expérimentation mais cela suppose, à un moment, de sortir du management actionnarial et de mettre en cause le capitalisme. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR CÉCILE ROUSSEAU